

La mobilité géographique des enseignants

Les professeurs des écoles publiques changent peu de département d'exercice, mais plus d'école

Les enseignants fonctionnaires du premier degré dont la demande de mobilité a été satisfaite dans le cadre du mouvement national des enseignants du premier degré public sont d'abord affectés dans un département puis dans une école. À la rentrée 2019, 3 850 enseignants fonctionnaires du premier degré public changent de département, ce qui correspond à un *taux de mobilité*¹ départemental de 1,2 %. Quant aux professeurs des écoles stagiaires, ils sont affectés au moment de leur stage dans un des départements de l'académie où ils ont candidaté, souvent dans celui de leur choix.

Les mouvements entre départements sont relativement équilibrés •**23.1**. Le *taux de migration nette*² est compris entre - 2,8 % en Seine-Saint-Denis et 2,0 % en Loire-Atlantique. Ce faible taux de migration nette est structurel dans le premier degré, les départements devant veiller à équilibrer entrées et sorties. Les départements du sud et de l'ouest de la France accueillent cependant plus d'enseignants qu'ils n'en laissent partir, à l'inverse de ceux du nord-est, de Normandie et d'Île-de-France (hors Paris).

Les changements d'école sont beaucoup plus fréquents que les changements de département. À la rentrée 2019, 23 650 enseignants sont affectés à titre définitif dans un nouvel établissement (changement de département inclus), soit 7,3 % des enseignants titulaires d'un poste définitif. Cette mobilité est particulièrement importante dans l'académie de Créteil, dans les académies de Bordeaux et de Poitiers et dans les DROM •**23.2**. Elle atteint notamment 18,6 % dans les Hautes-Pyrénées et 14,7 % en Guyane. En revanche, elle n'est que de 3,9 % en Haute-Loire.

Être titulaire d'un poste stable est la situation la plus courante, mais certains enseignants ont des affectations qui les obligent à changer souvent d'établissement. Ainsi, en 2019-2020, 30 300 enseignants du premier degré sont titulaires d'un poste de remplaçant. Ils changent d'établissement d'une année sur l'autre et parfois plusieurs fois dans l'année. Dans le même temps, 22 100 titulaires sont affectés, souvent en début de carrière, sur des postes dits *provisoires* qu'ils ne sont pas assurés de conserver au-delà d'une année scolaire.

Dans le second degré, les changements d'académie sont fréquents et reflètent l'attractivité des territoires

Dans le second degré, les enseignants qui effectuent une mobilité sont d'abord affectés dans une académie (et non dans un département) puis dans un établissement. À la différence du premier degré, les enseignants qui viennent d'être titularisés, les *néo-titulaires*, ont obligation de participer à la campagne nationale de mobilité interacadémique et sont susceptibles d'être affectés dans n'importe quelle académie selon les besoins de service. Cette différence est à l'origine d'une mobilité beaucoup plus importante au mouvement national interacadémique du second degré que dans le premier degré. À la rentrée 2019, 5 600 enseignants fonctionnaires du second degré public et assimilés sont affectés dans une nouvelle académie, ce qui correspond à un *taux de mobilité* académique de 50,2 % pour les néo-titulaires et 1,7 % pour ceux qui sont déjà titularisés.

Les académies n'ayant pas à équilibrer entrées et sorties des titulaires, les taux de migration nette y sont beaucoup plus importants que dans le premier degré. Les enseignants rejoignent plutôt l'ouest et le sud, en quittant la partie centrale du nord de la France, en particulier les régions Île-de-France et Hauts-de-France •**23.3**.

Les changements d'établissement sont moins fréquents dans le second degré que dans le premier degré. À la rentrée 2019, 11 700 enseignants titulaires sont affectés à titre définitif dans un nouvel établissement (changement d'académie inclus). Ils représentent 3,8 % des enseignants titulaires sur poste définitif. C'est en Guyane et à Mayotte que les mouvements sont les plus importants, avec de fréquents changements d'établissement •**23.4**, mais aussi dans le sud-ouest de la France avec un taux de mobilité des titulaires de 6,4 % dans les départements du Tarn-et-Garonne et du Lot-et-Garonne.

1. Voir « Méthodologie ».

2. Voir « Méthodologie ».

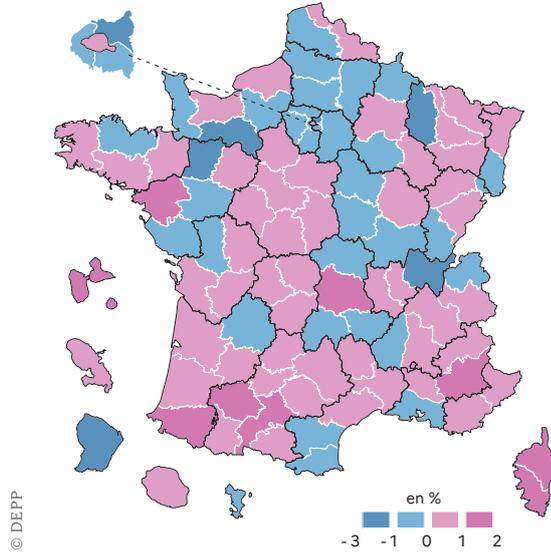
POUR EN SAVOIR PLUS

Djiriguian J., 2015, « La mobilité inter-écoles des enseignants du premier degré public », *Note d'Information*, n° 15.28, DEPP-MENESR.

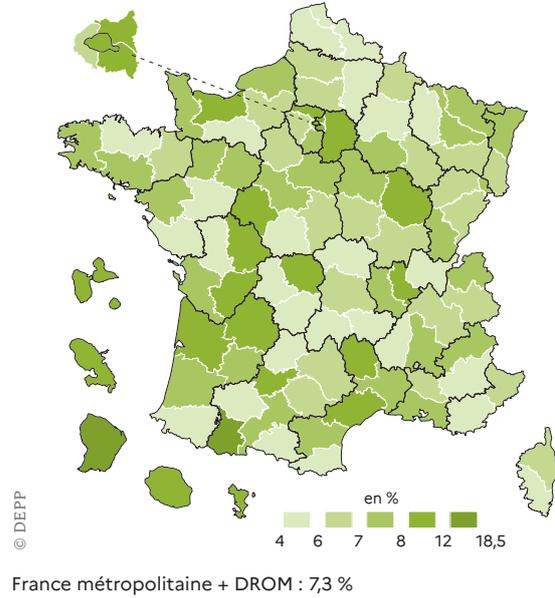
Dubois Y., 2020, « Début de carrière des professeurs des écoles », *Éducation & formations* n° 101, DEPP-MENJS, p. 75-98.

DEPP-MENJS, 2020, *Bilan social national 2019-2020* (enseignement scolaire), p. 327-338, Paris.

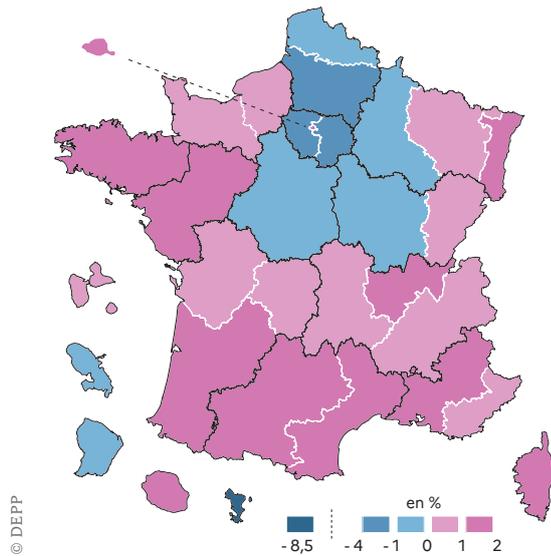
23.1 Taux de migration nette des enseignants du 1^{er} degré public - Rentrée 2019



23.2 Taux de mobilité entre établissements des enseignants du 1^{er} degré public - Rentrée 2019



23.3 Taux de migration nette des enseignants du 2^d degré public - Rentrée 2019



23.4 Taux de mobilité entre établissements des enseignants du 2^d degré public - Rentrée 2019

